

JEUDI 29 AOUT 2013

# L'ECONOMISTE



LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

## EDITORIAL

### «Délestages»

Si le débat reste ouvert sur l'opportunité des dernières hausses du prix du lait, gare à se détourner des fondamentaux. Même si elles se prévalent officiellement du souci de préservation du pouvoir d'achat, les prises de position gouvernementales sur ce dossier peuvent déranger. Elles semblent prôner le retour en force de l'Etat et, à demi-voix, l'encadrement. Elles placent aussi les opérateurs dans la situation inconfortable d'enfants qui se sont fait prendre les doigts dans un pot de confiture.

Le danger n'est pas loin. Celui du piège d'une attitude dogmatique qui nous ferait oublier la réalité économique. Réalité qui exige de rappeler que jusqu'à une date récente, la distribution du lait au Maroc était rationnée. Et que toute une génération a été traumatisée par une époque où il fallait être copain avec l'épicier, ou subir les ventes liées, pour avoir son berlingot de lait. Aujourd'hui, le consommateur a l'embarras du choix.

A revenir sur les acquis d'une restructuration du marché du lait, avancées réalisées à l'abri du regard des opinions publiques, il ne faut guère se faire d'illusion sur les conséquences: décourager les producteurs, inciter à la désindustrialisation ou rogner sur la qualité des produits.

Puisqu'il se soucie de la question des prix, que le gouvernement ait le courage de pousser la logique jusqu'au bout, de clarifier sa position sur l'indexation des produits pétroliers, sujet ô combien d'actualité. On le sait, les pires périodes au Maroc ont été celles qui interdisaient les augmentations des tarifs, créant des pénuries de produits. Souhaiter une transparence et un bilan lisible sur les aides publiques en amont d'une filière est légitime. Attention cependant à ne pas créer artificiellement des «délestages».

Mohamed BENABID

# Le pétrole flambe Flou sur l'indexation

• Le Brent atteint  
115 dollars le baril

• Les charges de  
compensation  
passeraient à 4,5  
milliards de DH/mois

*Voir page 2*



**MRE: Sprint final pour  
l'opération Transit**

*Voir page 15*

**Chiens dangereux: Un premier  
pas pour les droits de la victime**

*Voir page 24*

**Site Internet: Ces vitrines  
oubliées des ministères**

*Voir page 7*

## Ecole: Ambiance de guerre civile

ONZE meurtres, 35 cas de viols, 16 enlèvements... les premiers chiffres officiels sur la violence à l'école sont à la fois tristes et choquants. Une autre "performance" à inscrire au tableau de chasse d'un navire à la dérive. Sans surprise, c'est la région du Grand Casablanca qui figure en tête du palmarès. Violence entre élèves, violence élèves/enseignants/administration... dans son dernier rapport, le ministère pointe la démission des parents.

*Voir Analyse pages 3 & 4*

## Changement à Accor Quelles incidences sur Risma

*Voir page 6*

Retrouvez le dossier



dès le 10 septembre prochain.  
Vos annonces continuent normalement